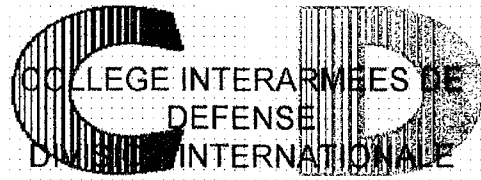


1998-053



MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

*La situation géopolitique
actuelle dans la CEI après
l'effondrement du communisme*

LCL SARIVAN

MOLDAVIE

1997-1998

Un siècle s'achève. Il est marqué par la fin de la suprématie de l'empire soviétique qui constitue un changement géopolitique fondamental pour l'Europe.

En particulier, la fonte du glacis soviétique en centre Europe révélerait une situation géopolitique semblable, par certains aspects, à celle de 1919. L'Union soviétique constituait un empire, similaire à celui de la Russie tsariste, mais les différentes composantes ethniques n'étaient pas de vraies colonies. A partir de 1921 la Russie dirigée par Lénine avait mis sur pied une nouvelle forme de colonialisme en s'inspirant de l'exemple des Etats-Unis, de l'Angleterre, de la France et de l'Espagne. Le nouveau modèle correspondait parfaitement à la politique des communistes qui voulaient organiser une sorte de fraternité imposée. Les pays qui intégraient l'URSS se caractérisaient par l'absence de ressources énergétiques propres et par l'impossibilité d'organiser la défense de leurs territoires; ils étaient donc dépendants de Russie. Les frontières des états ne correspondaient à aucune réalité historique, fait qui a lourdement pesé longtemps sur la psychologie de la population des républiques baltes, de la Moldavie, de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie et de l'Ukraine.

En mars 1985 Gorbatchev est élu à la tête du PCUS. En 1986 il lance une nouvelle politique étrangère en proclamant la nécessité d'une « perestroïka ». A ce moment-là les troupes soviétiques étaient en effet impliquées dans la guerre civile d'Afghanistan. Après les débats initiés par Sakharov au Congrès des députés de l'URSS, en mai 1988, les hommes politiques de l'URSS ont décidé de retirer les troupes soviétiques d'Afghanistan.

La chute du mur de Berlin de novembre 1989 semble être pour notre monde le détonateur de la recherche d'un nouvel équilibre géopolitique.

En décembre 1991 l'URSS devient la « Communauté des Etats indépendants ».

Chaque pays de la CEI cherche alors à coopérer avec les pays occidentaux développés et veut s'allier aux organismes internationaux pour obtenir une protection face aux crises chroniques économiques ou pour les besoins propres de sa défense.

On peut se demander, dans ce contexte, si la création de la CEI est une étape intermédiaire du passage des pays qui l'intègrent vers le type libéral des sociétés contemporaines ou si elle est une étape de consolidation vers une union de type nouveau?

Pour répondre à ces questions, seront examinés tout d'abord les suites de la « perestroïka » qui a provoqué la fin de l'URSS et les problèmes posés par la création de ce nouveau type d'organisation.

L'évaluation de la CEI sera ensuite étudiée en fonction des problèmes particuliers qui se posent aux pays qui la compose.

La conclusion cherchera à montrer quel pourrait être l'avenir de la CEI et précédera une annexe où sera étudiée, pays par pays, la situation géopolitique actuelle de chacun de ses membres.

1. La « perestroïka » et la fin de l'URSS.

L'effondrement de l'URSS et celui du communisme soviétique accéléré par les questions nationales, présente, sur le plan politique, les caractéristiques classiques des fins d'empires.

L'URSS, où le destin du monde se jouait jusqu'en 1989, se caractérisait par sa relative puissance économique et sa puissance militaire. Le pouvoir soviétique accumulait l'armement, fabriquant des chars, des sous-marins, des fusées ultrapuissantes, équipées de têtes nucléaires. Le peuple rêvait de paix. Tout cela était présenté comme défensif, devant servir à protéger l'empire communiste.

L'URSS a conservé jusqu'en 1989 le contrôle de son glacis en Europe centrale, malgré des crises parfois très violentes (Berlin-1953; Budapest -1956; Tchécoslovaquie -1968; Pologne - 1980). Pour l'URSS, dont le nord est polaire et dispose de peu d'accès aux mers libres, il était indispensable d'avoir des points d'appui maritimes situés à la hauteur de la ceinture péninsulaire et insulaire de l'Asie pour sa flotte en pleine expansion. La logique géopolitique voudrait que l'URSS ait le contrôle de l'arc qui s'étend du sous-continent indien à la Corne de l'Afrique. Cette zone est une zone géostratégique majeure du monde contemporain. Durant trois décennies, l'URSS s'est efforcée de développer son influence et sa présence en Asie méridionale ainsi que le long de la mer Rouge.

En 1989 la nouvelle politique étrangère suivie par Gorbatchev a permis aux peuples des pays d'Europe centrale d'exprimer leurs aspirations sans avoir à redouter la répression armée. Les régimes en place se sont effondrés les uns après les autres, remettant en cause les fondements mêmes du Pacte de Varsovie. Le gorbatchevisme, par son refus d'employer la force armée pour arrêter le processus de réformes en Europe centrale, a permis une révolution sans précédent. **Ces événements ont démenti l'axiome de certains spécialistes selon lequel aucun régime communiste ne pouvait cesser de l'être, sinon par la force.**

Le totalitarisme du système communiste ne pouvait plus lutter avec le libéralisme, l'initiative individuelle et la liberté spirituelle des citoyens. Cette évidence a conduit Gorbatchev à s'engager dans un processus où il n'y avait aucune chance de survie pour l'URSS.

2. La communauté des états indépendants et ses possibilités d'évolution.

2.1 La nécessité de la création de la CEI

Le mois de Novembre 1989 est inscrit dans l'histoire comme le mois de l'effondrement de l'URSS. Celle-ci s'est effondrée faisant place à la Communauté des Etats indépendants.

L'explication de l'acceptation des pays ex-membres de l'URSS de faire partie d'une communauté de type nouveau (qui tout au début s'appelait *Union des républiques souveraines*) est que les républiques non-russes venaient d'atteindre les

limites de leur indépendance. Elles se nourrissaient en effet de trois illusions : d'abord, celle du poids économique que l'exploitation de leurs propres ressources ne manquerait pas de leur donner, ensuite, celle du rôle géopolitique qu'elles pourraient jouer en servant de glacis ou de passerelle entre l'Ouest et la Russie, enfin, celle de l'aide que ne manqueraient pas de leur apporter les pays occidentaux. Ce rêve reposait sur l'ignorance des réalités du monde contemporain.

L'idée de la création de la CEI, au moment de la disparition de l'URSS en décembre 1991, était néanmoins essentiellement d'ordre stratégique. Au début de l'année 1992, tous les pays de l'ex-URSS - à l'exception de l'Azerbaïdjan, de la Moldavie, de la Géorgie et des Etats baltes - après le sommet d'Alma-Ata, se sont regroupés au sein de la CEI. Il fallait éviter une balkanisation de l'espace soviétique, alors que quatre états (la Biélorussie, la Russie, l'Ukraine et le Kazakhstan) détenaient des armes nucléaires sur leur territoire. Des décisions importantes devaient être prises sur la répartition de la propriété collective, les infrastructures économiques, les forces armées et leur équipement, ainsi que la délicate question de la nationalité.

L'existence de la CEI s'explique ainsi par trois caractéristiques essentielles. D'abord, tous les pays membres ont une histoire « *commune* » avec la Russie, ensuite, l'espace est dominé par celle-ci et enfin, tous les pays sont liés entre eux ethniquement, culturellement et économiquement. Les traités et les accords signés dans le cadre de la CEI vont essentiellement porter sur le contrôle des armements nucléaires stratégiques et le maintien d'un commandement unifié des forces stratégiques (Minsk, 1991-1992). La CEI est admise alors comme observateur à l'ONU depuis mars 1994, au même titre que l'Union Européenne ou la Ligue arabe. Les républiques de l'ex-URSS furent les seules à intégrer la CEI, alors qu'à la conférence de Brest-Litovsk il y avait un espoir que d'autres pays pourraient un jour rejoindre la CEI, (on pensait à la Bulgarie et à la Roumanie).

2.2 La question des nationalismes

La plus importante question à régler, était la question de la nationalité et de la citoyenneté qui, au moment de la dissolution de l'ex-URSS, a réveillé les nationalismes dans les pays qui la composait.

Il n'y a pas de grande différence entre la Russie tsariste et l'URSS. Toutes les deux étaient une prison de peuples. La Russie est une nation dominante et elle a voulu faire disparaître les références historiques des petits peuples qui l'entouraient (les expéditions ont commencé en Sibérie du 12-ème siècle, au Caucase du 17-ème siècle). En jetant un regard sur l'histoire de la Russie, on voit que la plupart des tsars ou des chefs d'état n'étaient pas russes. Même Staline - le dictateur qui n'a pas eu un équivalent dans le monde - était géorgien. D'une part la politique de Lénine et de Staline a été de détruire le sentiment d'appartenance à quelque nationalité que se soit. D'autre part en URSS tous les citoyens devaient avoir une nationalité et pour les distinguer il fallait utiliser le mot *Soviétique* (de même qu'aujourd'hui en Russie le mot *Rossiane*). Le prétendu *homo soviétique* se sentait russe, lituanien, ouzbek ou géorgien, mais il acceptait également une image extra-nationale de lui-même. La population des pays de l'ex-URSS a appris la langue russe, mais les russes ont ignoré les langues, les coutumes et les traditions nationales des républiques de l'ex-URSS, même les langues et les coutumes des pays autonomes de la Russie où ils vivent. Aujourd'hui plus de 30 millions de russes vivent hors des frontières russes et

le risque existe qu'ils se soulèvent un jour et proclament l'indépendance des régions où ils sont majoritaires (en Ukraine, en Moldavie, dans les pays Baltes, au Kazakhstan).

2.3 Les problèmes majeurs

Depuis le début de son existence, la CEI connaît des problèmes qui l'empêchent d'évoluer au vrai sens du mot. Certains croyaient qu'il fallait remplacer l'idéologie par l'économie de marché. Ce ne fut bien entendu pas le cas pour que tout se remette à fonctionner. On peut dire néanmoins que la CEI a une vocation à intégrer économiquement les pays-membres alors qu'elle joue pour le moment le rôle de séparateur des dettes et du patrimoine commun. La CEI doit encore résoudre les problèmes d'un espace économique commun, le problème des réfugiés et les questions de sécurité. A l'erreur économique s'est ajoutée une erreur géopolitique des pays de l'ex-URSS. A l'infériorité économique de ceux-ci s'ajoutait une dépendance énergétique considérable de la plupart d'entre eux à l'égard de la Russie. L'opinion dominante cherchait une logique qui ramènerait vers la Russie toutes les anciennes républiques soviétiques. Cette « logique » découlait de la totale interdépendance des membres de l'ancienne union et des pressions exercées dans les états souverains par les intérêts de la diaspora russe à l'étranger. La situation dans la CEI ne correspond pas pourtant précisément à un groupe d'Etats souverains traitant librement entre eux. On constate plutôt une lutte complexe pour le pouvoir, de type post-colonial, entre différents éléments de l'ancien régime et un large éventail de nouveaux acteurs.

Un autre problème pour la CEI est le problème des « mafias » russes, ou plutôt ex-soviétiques, qui profitent du chaos pour s'enrichir, car elles disposent de produits qui sont demandés sur le marché intérieur.

La mer Caspienne est l'un des problèmes majeurs pour un groupe de pays. Le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et le Turkménistan détiennent d'importantes ressources dans leurs eaux territoriales de la mer Caspienne. Mais les trois républiques sont enclavées et l'évacuation de leurs productions passe par les pays qui les entourent.

Les nouveaux états ne sont pas des états au vrai sens du terme, puisqu'ils n'ont pas pour le moment les moyens pour le devenir.

2.4 Une armée de gendarmes

L'armée soviétique a été impliquée dans les manoeuvres politiques de l'ancien régime communiste. Les actions militaires de l'armée soviétique dépendaient du niveau des pertes « acceptable » en vies humaines et de leur coût financier. Sa désintégration, parallèlement à la décomposition de l'URSS, a provoqué une nouvelle escalade dans la violence, les nouvelles républiques et les républiques autonomes (le Tatarstan, la Tchétchénie, l'Abkhazie, le Daghestan, l'Ossétie) s'efforçant de s'emparer des arsenaux et de consolider ses positions. Moscou a mal apprécié cette nouvelle situation. Le ministre des affaires étrangères jugeait inopportun de recourir à la force pour régler les conflits. Aussi l'armée a subi des échecs en Moldavie, dans les pays Baltes, dans le Caucase et en Asie centrale. En même temps, la Russie a refusé l'implication des pays occidentaux et des organismes internationaux dans tous les conflits régionaux sur les territoires de la CEI. La stratégie qui caractérise la Russie repose aujourd'hui sur sa volonté de garder son hégémonie sur les anciennes républiques soviétiques.

2.5 L'intégration des états de la CEI à des ensembles transnationaux externes est-elle possible?

En faisant une analyse détaillée de la situation politique et économique de la CEI on peut constater que la plupart des pays considèrent cette structure comme une structure intermédiaire en attendant de s'intégrer plus tard à des ensembles transnationaux externes. Il existe une tendance des pays de l'Asie centrale à nouer des relations avec l'Iran ou avec la Turquie. Dans les républiques du Caucase la situation est spécifique: l'Azerbaïdjan considère la Turquie comme le grand frère, mais l'Arménie ne se séparera jamais de la Russie. La Géorgie n'a pas d'autre choix que de collaborer aujourd'hui intensivement avec la Russie avant de chercher à se rapprocher économiquement dans un premier temps des pays de la CEI, puis, dans un deuxième de s'intégrer dans des structures internationales. La Moldavie est comme un « îlot latin » dans une mer slave. Les moldaves cherchent à se rapprocher économiquement de la Roumanie, alors que la dépendance énergétique de la Russie reste évidente.

Mais ce qui est crucial pour les pays de la CEI c'est qu'ils ne sont pas à l'abri de crises graves. Des crises sont susceptibles d'éclater si les nationalismes s'exacerbent sur un fond de pauvreté, de coûts sociaux élevés des réformes indispensables et d'une politique extérieure isolationniste. Ce genre de crises risquerait de provoquer des tensions entre les états membres de la CEI et serait une invitation au retour d'une politique traditionnelle, fondée sur la constitution d'alliances et de contre-alliances. Pour le moment, l'essentiel de l'action politique de ces pays s'envisage au sein de la CEI. L'association avec la CEI leur permet en effet aujourd'hui, par la libre circulation des marchandises, des services et des capitaux, par le rapprochement des législations, la coopération économique, culturelle et financière, d'agir pour le développement de leurs économies, pour la consolidation de leur processus de réformes démocratiques.

Conclusion

Ainsi, la « perestroïka » lancée par Gorbatchev, a constitué le début de la décomposition de l'URSS. La Communauté des Etats Indépendants ne constitue pourtant qu'une étape intermédiaire de l'évolution dans cette région du globe. La dégradation économique, la dépendance énergétique ne permettent pas pour le moment de quitter cette structure politique caractérisée par un « capitalisme sauvage ». En même temps, on a pris conscience que l'expansionnisme géopolitique et les attitudes impérialistes sont des formes de comportement international obsolètes, qui se traduisent par des dépenses injustifiées et qui sont fondamentalement contraires aux objectifs poursuivis. De plus, on a pu constater que la situation dans la CEI montre l'impossibilité de construire un avenir sans relations avec les pays voisins (La Turquie, l'Iran, la Roumanie, l'Afghanistan d'une part et la Russie d'autre part) et avec les organismes internationaux (ONU, OSCE, OTAN, UEO). La dépendance énergétique envers la Russie oblige pour l'instant les pays de l'ex-URSS de se grouper autour de celle-ci. Les pays de la CEI attendent de la Russie qu'elle soit le facteur de stabilisation de la sécurité en Europe.

Parallèlement, la plupart des états de la CEI rêvent d'une intégration à des ensembles politiques transnationaux externes.

Au stade actuel de l'évolution de la CEI, les principaux facteurs d'instabilité sont le nationalisme agressif, les conflits ethniques, les fondamentalismes religieux de toute obédience, l'extrémisme politique, les flux migratoires incontrôlés, les catastrophes écologiques, le terrorisme mondial et la prolifération des armements nucléaires. Ce sont des problèmes majeurs dans le monde entier, mais dans la CEI ces facteurs sont aggravés par l'absence d'expérience politique démocratique. D'autres menaces potentielles, également de nature à affecter à long terme la sécurité en CEI sont liées à la dégradation de l'environnement, à l'espérance de vie réduite par la pauvreté, aux questions du système éducatif, ainsi qu'à d'autres désastres qui sont la conséquence d'un manque de planification et d'une mauvaise gestion des réformes économiques. La dégradation économique, la dépendance énergétique envers la Russie, l'impossibilité d'assurer sa propre sécurité, sont les facteurs qui justifient la décision de quelques états de rester dans la CEI. Parallèlement, la faiblesse des relations, parfois imposées, entre les états de la CEI est criante.

D'autre part, la CEI pourra difficilement se débarrasser du virus communiste implanté au début du siècle. On ne peut pas effacer rapidement l'idée communiste qui été développée au cours de 70 années. Les peuples ont choisi l'indépendance, mais l'absence de cadres impose de choisir les chefs d'états parmi d'anciens communistes. Aujourd'hui, dans les 12 états qui intègrent la CEI, les 12 chefs d'états sont des anciens communistes. Le désir de rester dans une communauté est donc pour l'instant prédominant. On peut néanmoins dire que la CEI n'a pas encore trouvé son équilibre.

La question peut donc être posée de savoir si la Communauté des Etats Indépendants évoluera vers une formation politique améliorée ou si elle disparaîtra, pour permettre à ses pays membres de s'intégrer à des ensembles transnationaux externes.

ANNEXE:

La situation géopolitique actuelle de chacun des membres de la Communauté des Etats indépendants.

1 Les pays slaves

1.1 LA RUSSIE

La République de Russie représente un peu plus de la moitié de la population totale de l'ex-URSS soit environ 150 millions d'habitants. Malgré la superficie importante des régions, districts autonomes ou républiques autonomes, la Russie est peuplée à plus de 82% de russes.

Gorbatchev a voulu redonner du dynamisme au système ancien, qui voulait que la Russie soit le pays-exemple. Mais il n'a pas réussi, car au mois de mai 1990,

Elt sine est élu président du Parlement de la fédération de Russie. La situation économique continue de se dégrader sans que les réformes radicales promises par M. Gorbatchev soient entreprises.

Aujourd'hui, la Russie défend surtout ses intérêts quels qu'ils soient : protéger la diaspora russe, défendre ses frontières, garder le contrôle des ressources naturelles de la CEI, prévenir une présence étrangère dans cet espace. C'est la raison pour laquelle la Russie cherche à faire admettre son rôle de gendarme dans les frontières de la CEI. Malgré l'apparente sérénité des rapports entre la Russie et ses partenaires de la CEI, l'ombre de la guerre en Tchétchénie, déclenchée à la fin de l'année 1994, a lourdement plané sur l'ex-empire soviétique. Selon Eltsine, la Russie reste la seule force capable d'éviter les conflits sur le territoire de l'ex-URSS, et d'amener les parties à la table de négociation. Eltsine a proclamé l'intérêt vital de la Russie à mettre fin à tout conflit armé sur le territoire de l'ancienne URSS, mais la guerre déclenchée en Tchétchénie démontre le contraire. La brutalité de l'intervention russe en Tchétchénie a donné aux déclarations d'Eltsine une grande résonance au-delà des frontières de la CEI.

La Russie est aujourd'hui convaincue que les républiques autonomes lui seront reconnaissantes de leur relative liberté. Elle est également persuadée qu'elle sera acceptée comme leader naturel puisqu'elle est la plus puissante.

Le parti communiste russe rénové domine la politique. Les communistes ont travaillé activement à la restauration de leur pouvoir tant à l'intérieur des diverses structures gouvernementales que pendant la campagne électorale. La politique menée par Dziuganov, le Premier secrétaire du P.C. de la Russie, reste ainsi de rétablir l'URSS.

La Russie est un grand pays sûr de sa force, qui occupe une position géopolitique centrale et qui est capable de réutiliser sa puissance militaire. En même temps la Russie n'a pas des frontières naturelles à l'Est et à l'Ouest. Elle dispose d'énormes ressources naturelles, mais elle est incapable d'en tirer des bénéfices.

Les relations de la plupart des Etats avec la Russie continuent à se dégrader à cause de la position de la Russie, toujours instable, dans sa politique intérieure et étrangère. Les politiciens dans les structures politiques russes se repartissent de la manière suivante : une partie sont des occidentalistes qui défendent la stratégie de 1992, une autre partie considère l'Ouest comme l'ennemi, d'autres se prononcent pour une alliance avec la Chine et l'Iran, d'autres sont des extrémistes-nationalistes et enfin certains se déclarent des démocrates et se prononcent pour une politique équilibrée entre les différentes régions du monde.

Le point fort de la Russie dans la mer Baltique reste Kaliningrad qui compte environ 900 000 hommes, dont 100 000 militaires, plus leurs familles. Cet *oblast* (de la taille d'une région française) est isolé par la Biélorussie et la Lituanie. La Russie doit choisir entre le développement économique dans le cadre de la coopération interbaltique de cette région et le maintien de la priorité militaire de la plus puissante base navale russe de la Baltique.

Il est vrai que les Européens n'auront qu'une influence limitée sur l'évolution de la Russie. En revanche, la Russie déterminera certainement l'organisation de la sécurité européenne. La Russie a répertorié les conflits futurs dans sa doctrine en envisageant l'éventualité d'une attaque nucléaire généralisée, la menace d'une guerre régionale aux frontières de la Russie et une guerre séparatiste de type guérilla sur le territoire Russe. Son souci stratégique reste l'OTAN qui prévoit un

élargissement considérable vers l'est. De plus, en Russie quelques-uns rêvent d'une sorte de pacte de Varsovie formé des pays de la CEI pour stabiliser le rapport de forces entre elle-même et l'OTAN. L'administration des Etats-Unis a lancé un programme intitulé « partenariat pour la paix » selon lequel tout Etat européen ou ex-soviétique pourrait nouer des relations avec l'OTAN. On peut constater que ce partenariat n'est qu'une étape vers l'adhésion à l'OTAN. Accepter la Russie dans ce partenariat est particulièrement illogique, car la Russie ne peut pas être traitée de la même manière que les autres pays de l'ex-URSS. C'est pour cela que la Russie ne deviendra jamais un membre de l'OTAN, malgré les espoirs des Etats-Unis.

Quant aux troupes russes stationnées dans les pays de la CEI, la Russie sollicite pour eux un mandat de l'ONU pour mener des opérations de maintien de la paix. La Russie négocie avec la Moldavie, afin de donner un statut de maintien de la paix aux forces de la 14-ème armée russe qui y stationne. La réponse à cette demande aura des répercussions importantes car, si l'ONU autorise la Russie à conduire des opérations sur les territoires de l'ex-URSS, l'ONU devra tenir compte de l'effet de cette décision sur la crédibilité de ses propres opérations internationales de maintien de la paix en dehors de la CEI.

On peut conclure que la Russie traversera une longue période d'anarchie, entre le péril d'une guerre civile et le danger d'une aventure impérialiste militaire, tout en s'efforçant de maintenir sa crédibilité dans l'étranger proche, en Asie et face aux Etats-Unis.

1.2 L'UKRAINE

La Russie n'a pas reconnu les frontières de l'Ukraine, mais a accepté de les respecter. L'Ukraine n'autorise pas le déploiement de troupes russes sur son territoire. La Russie continue de résister à la tentative ukrainienne de transformer la frontière en frontière normale d'état et, malgré un accord en ce sens, continue de lier ce problème à la question de la flotte de la mer Noire et, indirectement de la Crimée. La Crimée, d'après un décret de la Douma de Russie, est soumise à la juridiction de la Fédération russe. La Crimée reste la menace principale qui pèse sur l'intégrité territoriale de l'Ukraine, malgré les derniers traités signés entre la Russie et l'Ukraine.

La flotte de la mer Noire a une importance fondamentale pour la Russie. Elle représente aussi un levier majeur pour exiger des concessions ou pour créer des problèmes à l'Ukraine. Les Ukrainiens ont appris à négocier avec les grandes entreprises russes du pétrole et de l'énergie. Ils ont négocié avec le ministre de la défense russe les problèmes de la flotte de la mer Noire ou celle de la défense aérienne.

L'Ukraine a adhéré au programme « Partenariat pour la paix » de l'OTAN, elle a déclaré considérer l'OTAN comme « le garant de la stabilité en Europe ». Elle cherche à rester un Etat non-aligné, mais est déterminée à ne pas être « une zone grise » entre les organisations militaires qui se constituent autour d'elle. Les membres de l'OTAN pensent qu'il faut d'abord aider l'Ukraine à remédier à sa faiblesse intérieure qui l'a conduite à s'incliner devant les agissements et les menaces des russes : puissance nucléaire, la Russie aura toujours les moyens de menacer l'Ukraine. L'Ukraine n'a pas, malgré son potentiel militaire, la capacité de se défendre seule contre la Russie, considérée comme une menace probable.

D'autant plus que Moscou conserve en Ukraine des intérêts stratégiques, militaires et économiques et que onze millions de russes y vivent. L'administration ukrainienne, face à cette menace, est convaincue que l'Ukraine n'a aucune chance de conserver son indépendance sans « un partenariat stratégique avec la Russie ». Les Ukrainiens savent que l'Europe occidentale d'après la guerre froide ne veut pas faire un choix entre la Russie et l'Ukraine. La situation du pays est fragile en ce qui concerne les ressources énergétiques. Les rapports entre la Russie et l'Ukraine sont la question la plus importante des rapports interétatiques de la CEI. La Crimée, historiquement non ukrainienne, la région de Donbass, et le partage de la flotte de la mer Noire sont les points de friction dans les rapports russo-ukrainiens. Par contre, la possession par l'Ukraine d'une partie du potentiel nucléaire de l'ex-URSS, naguère moyen de pression, est aujourd'hui réglée.

Les conséquences d'une véritable indépendance de l'Ukraine seraient plus considérables pour la Russie que celles engendrées par l'autonomie des Etats musulmans d'Asie centrale, autour d'une éventuelle hégémonie ouzbègue.

1.3 LA BIELORUSSIE

La Biélorussie a proclamé son indépendance le 25 août 1991, mais son identité nationale reste très imprécise. Toute son histoire témoigne d'une liaison étroite avec la Russie, ainsi qu'une forte interdépendance économique. Après l'éclatement de l'URSS, elle a longtemps hésité sur la conduite à faire. L'élection de Lukatcenko n'a rien apporté à la Biélorussie; au contraire la politique est devenue plus confuse dans un contexte de désastre et de déstabilisation économique accentuée. La catastrophe de Tchernobyl a d'autre part affecté la Biélorussie beaucoup plus que l'Ukraine. La Biélorussie s'est déclarée un pays neutre et dénucléarisé.

Minsk est le siège de la CEI. La Biélorussie soutient toutes les tentatives d'union économique. Elle mise sur une union d'un type nouveau avec la Russie.

2. Les pays baltes

Les pays baltes sont liés entre eux par un accord de libre échange, mais sont surtout liés au monde occidental depuis 1992 par des accords de commerce et de coopération signés avec l'Union Européenne.

Au cours de l'année 1990, les pays Baltes proclament leur indépendance. L'année suivante, l'armée intervient dans les Pays Baltes tandis que Gorbatchev s'efforce de créer les conditions d'une « union renouvelée » de républiques qui seraient souveraines. Les pays baltes, dont tous les efforts sont tendus vers une intégration rapide à l'Union européenne, ont nettement marqué leur hostilité à cette intervention militaire de Moscou, l'Estonie ayant condamné particulièrement vigoureusement l'opération.

Le désir d'indépendance réelle qui prédomine dans les Pays Baltes ne permettra jamais un rapprochement avec la CEI.

3. Les pays de l'Asie centrale

La compétition entre la Turquie et l'Iran pour exercer une influence sur l'Asie centrale encourage la Russie à ne pas négliger ses positions héritées de l'Union soviétique.

Les pays de l'Asie centrale veulent devenir de vrais pays souverains et continuent à consolider leurs structures étatiques. Ils cherchent à s'intégrer activement au système mondial pour rompre leur dépendance économique et politique à l'égard de la Russie.

Les cinq républiques ont signé un accord commun d'une union douanière.

3.1. LE KAZAKHSTAN

La population du Kazakhstan est constituée de kazakhs, qui représentent environ 44% de la population notamment au Sud et de la même proportion de russes, majoritaires à l'Est, qui veulent se rattacher à la République de Russie. Le Kazakhstan a trois grands défis à résoudre. D'abord celui de sa structure ethnique où les kazakhs disposent d'une majorité relative, ensuite celui de la très forte interdépendance économique avec la Russie et enfin celui de sa frontière commune avec la Chine. Les accords avec la Russie concernent les secteurs du gaz, du pétrole, des industries militaires, des communications et des banques. Le plus important accord est l'accord sur l'exploitation commune du cosmodrome de Baïkonour.

Le Kazakhstan a signé l'accord sur l'adhésion au « partenariat pour la paix » de l'OTAN, et a accéléré le démantèlement de ses installations nucléaires.

Les rapports avec la Chine se sont améliorés. Des négociations sont en cours pour la construction d'un oléoduc entre le Kazakhstan et la Chine estimé à 3,5 milliards de dollars. Simultanément on envisage une solution moins coûteuse permettant au Kazakhstan d'exporter son pétrole vers l'Asie orientale.

Le Kazakhstan a d'autre part établi des liens entre les pouvoirs locaux de ses régions caspiennes et de ceux des mêmes régions d'Iran. Alma-Ata rêve d'utiliser le réseau ferroviaire iranien pour acheminer ses produits vers les marchés extérieurs.

3.2. LE TADJIKISTAN

Le Tadjikistan est entraîné dans une guerre civile sans précédent depuis l'éclatement de l'URSS à cause du conflit entre l'opposition islamo-démocrate et le gouvernement de Douchanbé soutenu par Moscou. La formule d'accepter une coalition gouvernementale où figureraient toutes les parties ne convient pas à l'opposition. Les relations avec la Russie sont bien équilibrées en ce qui concerne la frontière commune. Les accords signés avec la Russie permettent à celle-ci de garder les frontières du pays avec l'Afghanistan et le Tadjikistan. On a constaté qu'un km de frontière entre la Russie et le Tadjikistan coûte 500 000 dollars. Mais le fait de l'existence des troupes russes dans le pays ne convient pas à l'opposition. La menace de la radicalisation du fondamentalisme islamique de même que la montée en puissance des éléments nationalistes a amené les chefs religieux et ceux de l'opposition à se rapprocher, mais sans aucun résultat. Malgré la présence d'une équipe d'observateurs militaires de l'ONU, les combats se sont intensifiés à la

frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan où sont basées les troupes de l'opposition. La CEI a décidé d'envoyer les forces de maintien de la paix, mais sans résultat jusqu'à présent.

Le Tadjikistan se tourne vers l'Iran et vers l'Afghanistan pour des raisons linguistiques.

3.3. LE TURKMENISTAN

Au Turkménistan on peut constater une orientation du régime vers un régime présidentiel à vie. Aucune opposition ne se manifeste dans le pays.

Le Turkménistan est un pays enclavé. Les ressources principales sont les gaz naturels et le coton. Le Turkménistan préoccupé, lui aussi, de se désenclaver pour exporter son importante production de gaz, mène une politique ouverte envers ses voisins du Sud.

Il dépend de la Russie pour son transit de même que pour se protéger de l'impérialisme historique ouzbek. Ainsi le Turkménistan permet à l'armée russe de participer à des patrouilles de frontières, mais se refuse à prendre part aux opérations militaires de la CEI.

3.4. L'OUBÉKISTAN

L'Ouzbékistan est moins riche que le Turkménistan, mais plus peuplé. Il compte sur son or et son coton. Les ressources énergétiques propres sont suffisantes pour qu'il soit indépendant de la Russie, mais il n'a pas la possibilité de les exporter. Il est obligé d'avoir une coopération militaire avec la Russie. Parallèlement, l'Ouzbékistan cherche à limiter le rôle de Moscou en Asie Centrale. Il se considère comme la grande puissance de cette région et refuse l'extension de son intégration dans le cadre de la CEI, en particulier sur le plan de la défense. L'Ouzbékistan a engagé une politique très différente de Moscou dans le conflit du Tadjikistan. Les relations entre l'Ouzbékistan, la Turquie et l'Iran restent fraîches, parce que l'Ouzbékistan refuse le parrainage de la part de ces puissants voisins.

Les relations avec l'Afghanistan sont spécifiques. Tachkent a ainsi soutenu le général ouzbek Dustom en Afghanistan dans son conflit avec le commandant Massoud en cherchant à rendre étanches ses frontières.

3.5. LE KIRGHIZISTAN

On constate un pouvoir central faible en Kirghizistan. Malgré les oppositions aux réformes annoncées par le président A. Akaev, le Kirghizistan a commencé une opération de démantèlement du système des kolkhozes. Le niveau de vie reste très bas. Le Kirghizistan suit la politique de la Russie en participant symboliquement au corps expéditionnaire au Tadjikistan. La route du Karakoum, ouverte récemment pour relier le Pakistan, la Chine et le Kazakhstan représente une chance d'améliorer la situation économique de ce pays.

4. Les républiques du Caucase

Dans le Caucase, Moscou a ouvertement encouragé les guerres locales. La Russie veut démontrer ainsi que ses voisins dépendent de la capitale russe.

Les trois républiques ont obtenu l'indépendance après le démembrement de l'ex-URSS.

La Géorgie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie sont trois républiques caucasiennes qui ont vécu depuis toujours ensemble. Lorsque les bolcheviks prennent le pouvoir en Russie, en 1917, les autorités de Transcaucasie refusent de se rallier. C'est pourquoi, en 1918 est née la république fédérative de Transcaucasie qui comprenait trois républiques autonomes : la Géorgie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Un peu plus tard, cette Transcaucasie fédérative connaît un démembrement progressif avec le départ de la Géorgie, aussitôt suivie de l'Azerbaïdjan et enfin de l'Arménie. De nombreux arméniens se sont installés en Géorgie et à Bakou, où le boom pétrolier des années 1870, a attiré beaucoup de travailleurs à la recherche d'emplois. Les peuples ont été très mélangés. Le territoire azéri du Haut-Karabakh reste peuplé d'arméniens et une partie des azéris vivent en Iran. Cette situation est apparue à la suite de la politique de migration artificielle provoquée par la Russie, afin de fortifier ses frontières du Sud, qui a consisté en l'envoi massif de peuples qui lui étaient favorables, comme les arméniens, dans des territoires peuplés par une population qui leur était moins favorable, comme les azéris. Aujourd'hui l'Arménie accepte la présence de militaires russes parce qu'elle vit dans un environnement « turc », la Géorgie les accepte parce qu'elle s'inquiète de la rébellion des abkhazes et des ossètes du sud encouragés en sous-main par les russes. Cette situation a obligé la Géorgie à adhérer à la CEI. Les trois pays caucasiens acceptent, bon gré, mal gré, la protection russe sur leurs frontières.

4.1. L'AZERBAÏDJAN

L'Azerbaïdjan dispose de pétrole et de débouchés potentiels en Iran et en Turquie. Depuis un an Washington fait pression sur l'Azerbaïdjan pour obtenir le passage d'oléoducs destinés à l'exportation du pétrole brut de la mer Caspienne. L'instabilité régnant dans ces pays pourrait en détourner les pays occidentaux, en particulier les Etats-Unis et le Royaume-Uni, tentés de nouer des relations fondées essentiellement sur le potentiel pétrolier de l'Azerbaïdjan.

La Tchétchénie a une grande importance pour l'Azerbaïdjan car il doit exporter une partie du pétrole en traversant son territoire.

La question du Haut-Karabakh, qui a fait des milliers de morts et de réfugiés demeure le problème principal de l'Azerbaïdjan. Cette ancienne province du royaume de grande Arménie, l'Artsakh, a été annexée par l'Empire russe après le traité de Gulistan, en 1813. Mais cette province avait vu se succéder les invasions et la domination des arabes, des peuples turco-mongoles, des persans. Cette province a toujours été très convoitée. Après la chute de l'état de l'Arménie, l'Arménie a perdu ses droits sur ces territoires. Plus tard, après le traité d'amitié soviéto-turc de Moscou en 1921, le Karabakh est attribué à l'Azerbaïdjan par Staline qui lui a donné un statut autonome. En février 1988, le vote d'autodétermination du Soviet du Haut-

Karabakh a provoqué une grande crise entre deux républiques. La question du Haut-Karabakh empêche d'avoir une liaison facile entre l'Azerbaïdjan et la Turquie, puisque le pétrole doit en effet transiter par l'Arménie. Malgré une coopération militaire avec la Turquie, les relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie sont tendues. Le président de l'Azerbaïdjan H. Aliev a en effet critiqué la position de la Turquie sur la question du Haut-Karabakh.

Les troubles ethniques ont augmenté en 1990, suite à la volonté de Moscou de maintenir le statu quo administratif ce qui a favorisé l'extension de la violence. Les 13 et 14 janvier 1990, une tragédie frappe la capitale : la communauté arménienne de Bakou subit un terrible pogrom. Phénomène « spontané », exacerbé par les discours populistes et irresponsables de certains dirigeants politiques ou provocation organisée afin de briser le mouvement populaire ? Une semaine après le début des troubles, l'armée soviétique donne l'assaut à la ville de Bakou dans la nuit du 20 janvier. Les chars qui tiraient sur les immeubles, les réservistes, qui tiraient au hasard, ont causé 170 morts, 456 blessés et 321 disparus. Le 20 janvier de 1990 est alors devenu pour les azeris le « *Janvier noir* ». Par la suite l'Azerbaïdjan a longtemps refusé d'entrer dans la CEI, ce qui a permis à l'Arménie d'occuper avec l'appui russe un quart des territoires azeris. Le pays compte aujourd'hui environ un million de réfugiés.

4.2. L'ARMENIE

Pour les arméniens, le génocide de 1915 où ils ont perdu à peu près 1 million d'hommes, reste une tragédie nationale. Après la commémoration autorisée pour la première fois en 1965 à l'occasion du cinquantenaire, les arméniens ont commencé à exiger leur droit sur les territoires du Haut Karabakh. La politique antiturque des arméniens et leurs actions contre les symboles de l'état turc ont pris un caractère agressif. Ainsi, depuis 1988 jusqu'en 1994 l'Arménie s'est lancée dans un conflit transformé en guerre de conquête de territoires, suivi d'actions violentes des azeris contre les arméniens qui habitaient l'Azerbaïdjan. Malgré les efforts de l'OSCE, sur le front du Karabakh aucun progrès n'a été noté. Le blocus énergétique imposé par l'Azerbaïdjan rend l'Arménie dépendante des ressources énergétiques de la Russie et d'autres pays. La proposition de B. Eltsin « un oléoduc contre les territoires » (analogie avec la déclaration des palestiniens « la terre contre la paix ») n'a eu en effet aucune résonance parmi les arméniens.

D'autre part, en décembre 1988 un tremblement de terre en Arménie a fait plus de 55 000 victimes. Quelques villes ont été détruites définitivement. C'est un autre facteur qui pèse sur l'économie de l'Arménie. Aujourd'hui, le niveau de vie en Arménie est très bas, malgré l'aide considérable de la diaspora arménienne.

Celle-ci arménienne occupe une place importante dans la vie internationale de l'Arménie. La plupart des magnats de la diaspora arménienne vit en Russie ou aux Etats-Unis. C'est pour cela que l'Arménie reste un partenaire privilégié pour la Russie, que celle-ci la soutient avec du matériel militaire et l'encourage dans ses actions contre l'Azerbaïdjan. Les conséquences du conflit du Haut-Karabakh pèsent lourdement sur l'économie de l'Arménie. De plus, malgré le rattachement géographique du Haut-Karabakh à l'Arménie, Stépanakert, la capitale du Haut-Karabakh, se veut indépendante d'Erévan, ce qui place les autorités arméniennes dans une position délicate.

4.3. LA GEORGIE

Le mouvement vers l'indépendance en Géorgie a commencé avec les événements sanglants à Tbilissi en 1989. Jusqu'à aujourd'hui les géorgiens n'ont pas trouvé le responsable de ce massacre qui a fait quelque centaine de blessés et 16 morts.

Aujourd'hui, la Géorgie est en crise politique chronique. L'atmosphère politique a longtemps été caractérisée par la violence verbale d'une opposition parlementaire, par les démissions de chefs de l'état, tandis que le terrorisme frappait les responsables politiques.

Après le démembrement de l'URSS, la Géorgie est tout d'abord restée à l'écart et n'a rejoint la CEI qu'en 1993. La Géorgie avait organisé une action militaire contre les insurgés abkhazes (le territoire d'Abkazie est considéré comme un territoire séparatiste). Confrontée à une insécurité interne à cause de l'instabilité de la république autonome d'Abkhazie, la Géorgie a alors été obligée de signer l'accord sur la CEI.

Les conséquences de la guerre en Abkhazie pèsent lourdement sur l'économie géorgienne. La Géorgie a mis des grands espoirs dans la traverse de son territoire par des oléoducs pour faire contrepoids au retour en force de Moscou. Un accord signé entre les ministres de la défense de la Russie et de la Géorgie permet à la Russie d'utiliser quatre bases géorgiennes pendant une durée de 25 ans.

Malgré les relations de Chevarnadze, le président de la Géorgie, avec les chefs d'états occidentaux qui reconnaissent l'action de Chevarnadze dans la chute du mur de Berlin, l'économie de la Géorgie reste la plus faible des états de la CEI.

5. La Moldavie

En 1990, au début de démembrement de l'URSS, la Moldavie a proclamé sa souveraineté et à la suite du putsch à Moscou en août 1991 elle a proclamé son indépendance. Après la proclamation de l'indépendance, la Moldavie a connu une forte pression économique et politique par les forces politiques de Russie. Ainsi, après le démembrement de l'URSS les forces anticonstitutionnelles de la région moldave de Transnistrie, dirigées par la Russie, ont installé dans cette région une république non reconnue pour défendre le droit des minorités russophones. Les russophones représentent 64% de la population de cette région. La guerre entre les forces constitutionnelles de Moldavie et les séparatistes de la région de Transnistrie, soutenus par les forces armées de Russie et des Kozaks (les guerriers de Russie qui habitent les territoires du Caucase de Nord, la région du Cubani), a fait des centaines des morts, des milliers de sans abri et des milliers d'invalides. La vraie raison, pour laquelle les russophones tiennent à la Transnistrie, est non pas tant pour des raisons nationales ou culturelles, que pour continuer à y administrer l'essentiel de l'industrie moldave et la Russie ne veut pas perdre les points stratégiques qui ouvrent l'accès aux Balkans. Les dispositions prises en juillet 1992 par le général Lebed, alors commandant de la 14 armée, étaient également d'utiliser les unités de la 14-ème armée russe comme un instrument de maintien de la paix ou « forces d'interposition ». Mais le gouvernement moldave a fait tout ce qui

est possible pour impliquer les organisations internationales en vue de tempérer la domination russe au sein de l'actuel dispositif de maintien de la paix.

Depuis 1812, après le traité de Bucarest, selon lequel la Moldavie a été partagée entre la Russie et la Roumanie, la pression linguistique de Russie sur le développement de la langue nationale des moldaves est devenue insupportable. La Russie a imposé la langue russe comme langue officielle pour les moldaves, fait qui a retardé le développement de la langue moderne moldave. Jusqu'en 1989, l'alphabet a été cyrillique, mais aujourd'hui le moldave est la langue officielle de la Moldavie et l'alphabet s'écrit en caractères latins. En 1995, la Moldavie a rejoint le groupe des pays francophones, lors du sommet du Cotonou.

Les problèmes majeurs de la Moldavie résident dans l'absence de ressources énergétiques. Un traité signé entre la Moldavie et la Roumanie permettra à l'avenir d'utiliser l'électricité produite en Roumanie par une centrale nucléaire. La présence d'une armée étrangère (la 14-ème armée russe) sur les territoires moldaves depuis le démembrement de l'ex-URSS pose le problème de l'intégrité territoriale de la Moldavie. L'accord signé en 1994 entre la Russie et la Moldavie, pour le retrait des troupes russes stationnées en Moldavie, n'a pas été, en effet, ratifié par la Douma de Russie.

La politique de défense de la Moldavie repose cependant sur la neutralité. La Moldavie est présente dans plusieurs organisations mondiales. Depuis 1992 la Moldavie est membre de l'ONU, de la CSCE. Depuis 1993 elle participe au programme « Partenariat pour la paix » et depuis 1995 la Moldavie est membre du Conseil de l'Europe. Enfin en 1995 la Moldavie a signé un accord avec l'Union européenne.